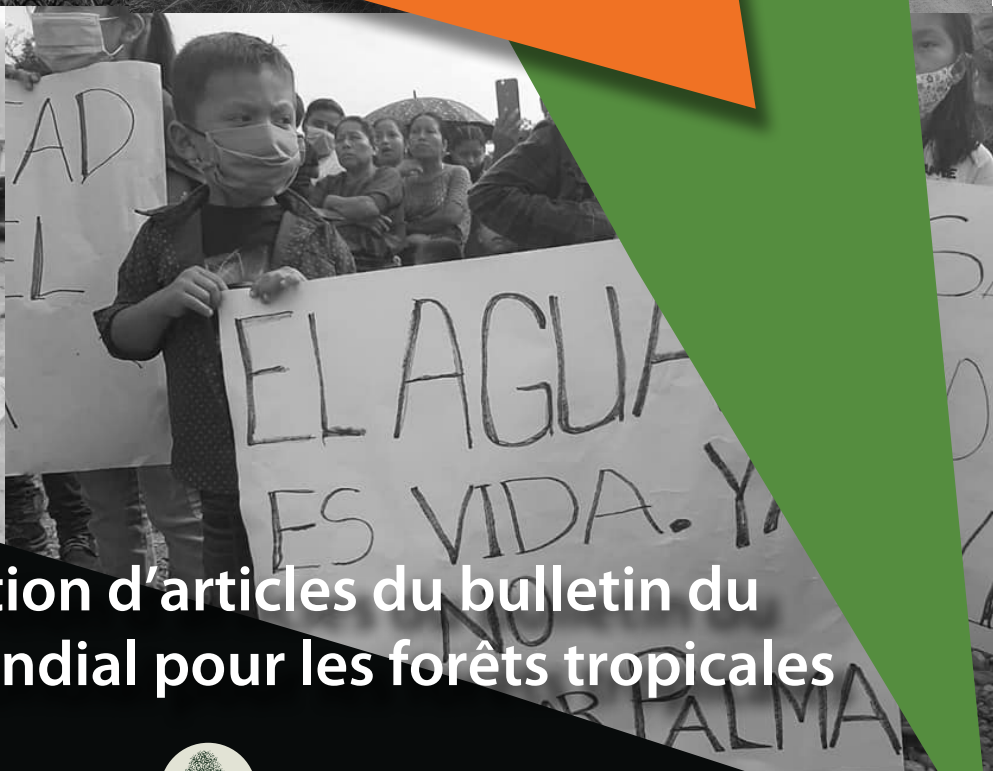




SYSTEMES DE CERTIFICATION DE LA « DURABILITÉ »

30 ANNÉES DE TROMPERIES ET DE VIOLENCES



Une compilation d'articles du bulletin du
Mouvement mondial pour les forêts tropicales



Systèmes de certification de la « durabilité » : 30 années de tromperies et de violences

Une compilation d'articles du bulletin du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

Cette publication est disponible en portugais, espagnol et anglais.

Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

Octobre, 2023

Ce travail a été possible grâce aux contributions de l'Agence Suédoise de coopération pour le développement international (Sida), par l'intermédiaire de la Société Suédoise pour la conservation de la nature (SSNC); de l'organisation Suisse HEKS/EPER; de Misereor/KZE, d'Allemagne; et Swift Foundation, des États-Unis. Les avis exprimés ici sont le résultat des informations obtenues en plusieurs sources consultées par l'organisation et ne reflètent pas forcément l'opinion officielle des collaborateurs ou leurs sponsors.



Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM)

Av Bolivia 1962 BIS

CP 11500 – Montevideo, Uruguay

Tel.: +598 2605 6943

Email: wrm@wrm.org.uy

www.wrm.org.uy/fr

INDICE

Introduction 4

Section 1. Sur les labels de certification : essence, impacts
et menaces.....10

Section 2. Violations certifiées : expériences à travers le monde 12

Section 3. Déclarations 16

INTRODUCTION

Les rayons des supermarchés et des magasins regorgent de produits certifiés. L'emballage affiche différents labels indiquant que les produits ont été fabriqués avec du papier ou du bois « durable », des produits alimentaires ou cosmétiques à base d'huile de palme « durable », du soja « responsable » et ainsi de suite. Même lorsqu'il s'agit d'acheter un billet d'avion, les consommateurs peuvent payer un peu plus pour s'assurer que leurs émissions de carbone sont (soi-disant) « neutralisées », afin de garantir cette « durabilité » tant vantée.

Mais pourquoi tant de labels et de formes de certification sont-ils nécessaires ? Qu'est-ce qui est réellement certifié ? Et qui en profite ? Après 30 ans de systèmes de certification entachés de biais environnementaux et sociaux, force est de constater que la seule « durabilité » qu'ils assurent est celle de l'activité lucrative des grandes entreprises et de l'industrie même de certification.

Le premier label international pour produits forestiers et leur chaîne de production a vu le jour au début des années 1990, avec la création du Conseil de Gestion Forestière (FSC - Forest Stewardship Council). Bien que son origine soit liée à la pression de la société civile sur les entreprises, le FSC a été pleinement intégré dans la logique de production des entreprises forestières opérant dans les forêts, des sociétés géantes, productrices de papier et de cellulose, opérant sur la base de plantations d'arbres en monoculture, ainsi que des producteurs et distributeurs de biens de consommation.

Au fil du temps, cette certification ayant démontré qu'elle ne constituait en rien une menace – mais constituait au contraire une opportunité – pour la stratégie d'accumulation de profits des entreprises impliquées, d'autres secteurs ont commencé à créer des mécanismes similaires. C'est ainsi que ces entreprises pourraient nettoyer leur image des dommages environnementaux et sociaux causés par leur chaîne de production. Alors, à partir des années 2000, on a assisté à la prolifération d'initiatives et de tables rondes pour une production « durable » ou « responsable », entre autres d'huile de palme, de soja, de cacao et de canne à sucre.

Toutes ces initiatives ont divers aspects en commun :

- Ce sont des dispositifs qui se présentent comme des associations à but non lucratif regroupant de nombreux acteurs et intérêts apparemment divers (entreprises, ONG, gouvernements, etc.). Cependant, dans la pratique, les acteurs du monde des affaires et leurs alliés, comme les grandes ONG de conservation, dominent ces initiatives et imposent leurs intérêts, dans un rapport de force extrêmement inégal entre les membres. Ceci devient clair également dans la manière par laquelle l'on a tendance à se concentrer dans les aspects techniques et processuels, laissant fréquemment en marge des critères de certification, les conflits réels des communautés affectées.

- Ce sont des mécanismes qui établissent des lignes directrices opérationnelles et des directives auxquelles les entreprises doivent adhérer volontairement, ne laissant aucune possibilité de conséquences juridiques en cas de violation des règles – des règles formulées et jugées par les entreprises elles-mêmes, il convient de le souligner.

- Il s'agit d'initiatives soumises à la logique du marché et de son expansion : c'est-à-dire que les labels de certification sont devenus importants à la fois pour financer les projets d'expansion des entreprises et pour séduire les consommateurs, principalement les consommateurs des villes et des pays du Nord.

- Ce sont des mécanismes dont le siège se trouve dans les pays du Nord et dont les conseils d'administration sont majoritairement composés d'hommes et de Blancs, laissant aux communautés rurales du Sud, qui doivent faire face aux plantations certifiées, le rôle de simples récepteurs des décisions imposées de l'extérieur sur l'utilisation de l'espace où elles vivent. Et si elles veulent remettre en cause les actions de l'une des entreprises certifiées, elles doivent se soumettre au protocole créé par le système de certification lui-même sur la façon de procéder.

- Ce sont des mécanismes utilisés par les entreprises comme des mécanismes de défense lorsqu'elles sont la cible de critiques portant sur les impacts de leurs activités : « Nos produits sont certifiés... », « Le projet est certifié... », comme si cela garantissait qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter.

D'une manière ou d'une autre, ces mécanismes de certification n'ont pas

stoppé l'expansion destructrice des plantations industrielles d'arbres, de palmiers à huile, de soja, etc. Ils n'ont pas non plus été en mesure de résoudre les conflits engendrés avec les communautés traditionnelles et les peuples autochtones. Et ils ne sont pas non plus en capacité de le faire, puisqu'ils sont conçus pour permettre la continuité et l'expansion des modèles d'accumulation de ces grandes entreprises qui sont intrinsèquement dépendantes d'une dynamique prédatrice. En fait, le principal dénominateur commun de ces systèmes de certification est qu'ils garantissent un label vert aux entreprises impliquées, contribuant ainsi à leur objectif premier, à savoir la maximisation des profits.

En d'autres termes, ces entreprises destructrices ont besoin de labels de certification pour parvenir à obtenir une certaine légitimité aux yeux des consommateurs et des investisseurs, compte tenu de la multitude de rapports, de nouvelles et d'études montrant leurs effets néfastes, tels que : l'accaparement des terres ; les processus de consultation communautaire problématiques ou inexistantes ; la contamination par des produits phytosanitaires ; la dégradation des sols ; des emplois précaires et humiliants ; les abus sexuels et autres formes de violence contre les femmes, parmi de nombreux autres impacts liés aux immenses étendues de plantations en monoculture. Les certificateurs sont ainsi devenus un élément clé par lequel les entreprises cherchent à légitimer leur expansion territoriale et économique dans le Sud global, trompant les consommateurs avec le discours sur la « durabilité ». Cela permet d'affirmer sans réserve que la certification elle-même est devenue une cause sous-jacente de la déforestation.

En outre, il est important de préciser que l'idée de certification a pris de nouvelles formes. Avec la création de mécanismes de compensation des émissions de carbone et l'appauvrissement de la biodiversité, de nouveaux produits sont apparus, déjà liés à des mécanismes de certification. Sur ce nouveau marché, les *crédits carbone* et les *crédits biodiversité* – délivrés par des systèmes de certification – représentent une garantie supposée que les émissions de gaz à effet de serre ou la destruction de la biodiversité sont dûment compensées ailleurs. Différemment du bois, de l'huile de palme ou du soja, pour lesquels la certification est « ajoutée » au produit au moyen d'un label, sur les marchés du carbone ou de la biodiversité, c'est le processus de certification en soi qui gère le produit (abstrait) qui sera consommé, c'est à dire, le crédit carbone. En d'autres termes, la

marchandise en elle-même est censée être une garantie – même s’il s’agit d’une garantie virtuelle, obtenue par des méthodologies douteuses et entachée d’intérêts ouvertement suspects.

Cette compilation d’articles tirés du bulletin du WRM vise à souligner le rôle néfaste joué par les entreprises et les organisations impliquées dans les systèmes de certification. Pour le WRM, il est important de souligner qu’après trois décennies pendant lesquelles les labels de certification environnementale se sont multipliés sur le marché, il est urgent de mettre un terme à ce greenwashing. En fin de compte, au lieu de lutter contre la dévastation de l’environnement et les problèmes sociaux liés aux activités des entreprises et d’autres acteurs, ces labels dissimulent et entretiennent leur logique destructrice.

SECTION 1

Sur les labels de certification : Essence, impacts et menaces



Les femmes travailleuses transportent de lourdes charges d'engrais dans une plantation de palmiers à huile à Indonésie. Ph: AP/Binsar Bakkara

Une économie qui a détruit la planète peut-elle être responsable, durable, renouvelable et certifiée ?

Extrait du [Bulletin WRM 256](#), juillet 2021

Les systèmes de certification cherchant à légitimer les activités qui nuisent à l'environnement et à ses habitants, qui se parent de termes tels que « durable », sont une stratégie de survie pour le capitalisme. Dans le cadre de la soi-disant « transition énergétique », même l'industrie minière cherche à valider sa croissance inexorable. Une véritable transition doit être juste et avec des changements systémiques, et non pas basée sur encore plus de mensonges pseudo-écologiques.

[Lire cet article en ligne](#)

Pourquoi la RSPO facilite l'accaparement de terres pour l'huile de palme

Extrait du [Bulletin WRM 219](#), novembre 2015

En quoi consiste la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) ? Que signifie l'actuel accaparement des terres visant la monoculture industrielle à grande échelle des palmiers à huile pour les communautés touchées et pour les entreprises qui en font la promotion, et quel est le rôle de la RSPO ? La RSPO a-t-elle été une solution pour les communautés ? A-t-elle contribué à une production durable de l'huile de palme ?

*Cet article est basé sur une conversation entre Winnie Overbeek, le coordinateur international du Mouvement pour les forêts tropicales, et GRAIN en septembre 2014, qui a été publiée par GRAIN sur « Planète huile de palme ».

[Lire cet article en ligne](#)

Certification carbone : « Les habits neufs de l'empereur »

Extrait du [Bulletin WRM 266](#), juillet 2023

Cet article s'intéresse au rôle crucial que jouent les systèmes de certification des crédits carbone dans le cadre de l'économie verte, ainsi qu'aux intérêts et contradictions intrinsèquement liés à ce processus de certification.

[Lire cet article en ligne](#)

Le ‘greenwashing’ continue : le FSC certifie que les plantations industrielles sont des forêts et la RSPO que les plantations de palmiers à huile sont durables

Extrait du [Bulletin WRM 233](#), septembre 2017

Depuis plus de 20 ans maintenant, les systèmes de certification tels que le Forest Stewardship Council (FSC) et la Table ronde sur l’huile de palme durable (Roundtable on Sustainable Palm Oil – RSPO) ont aidé les sociétés de plantations à garantir leurs bénéfices et à protéger leur réputation. Comment y parviennent-ils, alors que les effets néfastes des grandes plantations industrielles d’eucalyptus, de pin, d’acacia et de palmiers à huile sont si évidents partout dans le monde ?

[Lire cet article en ligne](#)

RSPO : sous-traiter la réglementation environnementale aux entreprises et à l’industrie de l’huile de palme

Extrait du [Bulletin WRM 253](#), janvier 2021

Le dispositif de certification de la Table ronde sur l’huile de palme durable (RSPO) a utilisé la crise de légitimité de l’industrie de l’huile de palme pour renforcer le terrain au profit de l’industrie en délivrant des certificats censés garantir des normes de « durabilité ». Des normes qui sont gérées par et pour les entreprises liées au secteur de l’huile de palme.

[Lire cet article en ligne](#)

La question du « genre » dans le secteur de l’huile de palme et son label RSPO

Extrait du [Bulletin WRM 254](#), mars 2021

L’introduction de politiques relatives au genre dans les activités des entreprises d’huile de palme et le système de certification de la Table ronde sur l’huile de palme durable (RSPO) peuvent-ils faire autre chose que dissimuler la violence, le patriarcat structurel et le racisme inhérents au modèle de la plantation ? Comment, dans un tel contexte, ces politiques relatives au genre peuvent-elles s’appliquer ?

[Lire cet article en ligne](#)

FSC : La certification des marchés d’accumulation

Extrait du [Bulletin WRM 213](#), avril 2015

La certification de projets destructeurs pour les forêts et leurs réseaux de vie, notamment les communautés vivant dans les forêts et dépendant d’elles, a

été dénoncée sans relâche. La certification Forest Stewardship Council (FSC) légitime non seulement l'exploitation forestière industrielle dans les forêts tropicales et de vastes zones de plantations en monoculture, mais a également été associée aux marchés du carbone, en certifiant les arbres plantés pour la « capture du carbone ». Sans s'attaquer aux causes sous-jacentes de la déforestation, le FSC encourage une consommation accrue de bois et de produits du bois, à condition qu'ils portent son label.

[Lire cet article en ligne](#)

L'association de deux mensonges éclatants : les tables rondes de certification et REDD+

Extrait du [Bulletin WRM 219](#), novembre 2015

La certification a été décrite comme le plus éclatant des mensonges du mouvement de la durabilité. Et ces dernières années, les tables rondes de certification se sont associées à un autre mensonge particulièrement éclatant : REDD+. Le mécanisme REDD+ n'est pas conçu pour réduire les émissions, du moins pas les émissions causées par les responsables de la déforestation à grande échelle. Au lieu de cela, il rejette la responsabilité de la déforestation sur les paysans et les peuples forestiers, tandis que les entreprises et les politiques gouvernementales responsables de la déforestation à grande échelle poursuivent leurs activités sans relâche, la déforestation qu'elles provoquent bénéficiant souvent du greenwashing du double label que sont les normes de certification des produits de base et de REDD+.

[Lire cet article en ligne](#)

« Exploitation minière respectueuse des forêts » : la stratégie de la Banque mondiale pour reverdir l'image de l'exploitation minière dans les forêts

Extrait du [Bulletin WRM 246](#), novembre 2019

Un oxymore désigne une affirmation qui semble exprimer deux choses contradictoires ». La Banque mondiale a une grande expérience dans les initiatives oxymoriques. Avec un rapport intitulé « Making Mining Forest-Smart » (« Pour une exploitation minière respectueuse des forêts ») et le lancement d'un « Climate Smart Mining Facility » (« Fonds pour une exploitation minière climato-intelligente ») en 2019, elle en ajoute deux autres à sa collection.

[Lire cet article en ligne](#)

SECTION 2

Violations certifiées : Expériences à travers le monde



Jari Florestal, Brésil. Ph: Tarcísio Feitosa

Le FSC et la RSPO sont-ils complices de délits ? Le problème des terres de Jari Florestal et d'Agropalma dans l'Amazonie brésilienne

Extrait du [Bulletin WRM 240](#), novembre 2018

Depuis des années, le WRM alerte sur le fait que de nombreuses plantations de monoculture certifiées au Brésil ont été créées sur des terres dont les titres fonciers ont été obtenus frauduleusement. Cet article analyse le cas de deux sociétés qui opèrent en Amazonie brésilienne : Agropalma et Jari Florestal.

[Lire cet article en ligne](#)

La lutte du peuple Kinggo pour défendre ses forêts coutumières en Papouasie

Extrait du [Bulletin WRM 254](#), mars 2021

Petrus Kinggo et d'autres dirigeants communautaires de Papouasie ont été persuadés d'abandonner leurs forêts coutumières sur la base de promesses trompeuses et mensongères du groupe Korindo, qui a défriché les forêts des peuples autochtones Kinggo pour ses plantations de palmiers à huile. Aujourd'hui, les communautés se battent contre les plantations certifiées FSC de Korindo, malgré des intimidations constantes au niveau local ou international.

[Lire cet article en ligne](#). Également [disponible en Bahasa Indonesia](#).

Indonésie : entretien avec Sawitwatch à propos des effets des plantations industrielles de palmiers à huile en Indonésie et de l'expérience avec la RSPO

Extrait du [Bulletin WRM 201](#), mai 2014

L'Indonésie concentre la plus grande superficie de plantations industrielles de palmiers à huile au monde, devant la Malaisie. Cette utilisation considérable des terres et la poursuite de l'expansion rapide ont provoqué de nombreux conflits entre les communautés et les entreprises qui exploitent ces plantations.

[Lire cet article en ligne](#)

Monoculture de palmier à huile dans la municipalité d'Ixcán, au Guatemala : un récit de spoliation et de tromperie

Extrait du [Bulletin WRM 257](#), septembre 2017

La société Palmas del Ixcán s'est imposée dans de vastes territoires au Guatemala, grâce à ce que les communautés appellent une « spoliation systématique ». Elle a eu recours à différentes tactiques pour s'emparer de

terres et étendre ses plantations, notamment à un processus de certification RSPO trompeur et à l'utilisation de « producteurs indépendants ». Malgré la criminalisation des communautés, leur résistance ne cesse de se renforcer.

[Lire cet article en ligne](#)

Équateur : la certification de l'aquaculture industrielle de la crevette accentue la violation des droits et la destruction des mangroves

Extrait du [Bulletin WRM 254](#), mars 2021

Malgré le défrichement massif des mangroves pour laisser la place aux élevages de crevettes et l'oppression des communautés de pêcheurs et de cueilleurs, le secteur de la crevette en Équateur a accès à des certifications qui non seulement facilitent son entrée sur les marchés étrangers, mais qui cachent également un passé de violences contre les populations des mangroves.

[Lire cet article en ligne](#)

Le projet Envira REDD+ dans l'État d'Acre, au Brésil : une certification Gold pour des promesses vides

Extrait du [Bulletin WRM 237](#), avril 2018

Une communauté de récolteurs de latex, concernée par un projet REDD+ de 40 000 hectares, est contrainte de mener une lutte difficile pour maintenir son mode de vie. Le projet a déjà vendu des crédits carbone, mais, à ce jour, il n'a offert à la communauté locale que des kits de soins dentaires et une consultation chez le dentiste.

[Lire cet article en ligne](#)

Le projet REDD+ du Katingan en Indonésie : la marchandisation de la nature, du travail et de la reproduction des communautés

Extrait de la publication [15 ans de REDD : Un système fondamentalement vicié](#), avril 2022

Les « concessions carbone » créées pour générer et vendre des crédits carbone affaiblissent profondément les structures des communautés, leur organisation et leur reproduction. Le village de Bapinang Hilir en Indonésie est situé en dehors du secteur de concession du projet REDD+ de Katingan, mais il a été identifié comme partie intégrante de la zone de projet vérifiée par les systèmes de certification (VCS et CCBA). Comment les concessionnaires ont-ils tiré profit de l'inclusion de cette zone et à quel prix

pour les villageois de Bapinang Hilir ?

[Lire cet article en ligne](#)

Le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux à Mai-Ndombe, RDC : conflits et mécanisme de gestion des plaintes

Extrait de la publication [15 ans de REDD : Un système fondamentalement vicié](#), avril 2022

Le Projet REDD+ PIREDD/Plateaux compte parmi les plus grandes initiatives de REDD+ juridictionnelle dans le monde. Comme la plupart des projets REDD+, il dispose d'un mécanisme de gestion des plaintes. Les communautés dévoilent comment ce mécanisme est trompeur en ce sens qu'il ne garantit pas du tout la redevabilité du projet par rapport aux populations concernées. La conception du mécanisme de plainte s'est traduite par un échec systématique du règlement des plaintes des communautés. Mais alors, pourquoi ce mécanisme existe-t-il ?

[Lire cet article en ligne](#)

SECTION 3

Déclarations



Image de la déclaration : « RSPO : incapable, depuis 14 ans, d'éliminer la violence et la destruction générées par l'industrie de l'huile de palme »

RSPO : incapable, depuis 14 ans, d'éliminer la violence et la destruction générées par l'industrie de l'huile de palme

[Déclaration publique de plusieurs groupes](#), novembre 2018

La Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) n'a pas tenu sa promesse, qui était de « transformer » le secteur de la production industrielle d'huile de palme en un marché dit « durable ». En réalité, l'industrie de l'huile de palme s'est servie de la RSPO pour dissimuler sous un écoblanchiment la destruction et les violations des droits de l'homme commises par les entreprises, tandis que l'industrie continue de développer ses activités, la destruction de forêts et ses profits.

Table ronde sur l'huile de palme durable : 19 ans, ça suffit

[Déclaration publique de plusieurs groupes](#), novembre 2022

Les preuves recueillies constamment depuis 19 ans montrent que la RSPO n'a pas respecté ses propres principes et critères. À un moment où la superficie des terres couvertes par la certification RSPO augmente et où cette RSPO est présentée comme une norme de durabilité dans les réglementations et politiques nationales, régionales et internationales, nous réitérons notre dénonciation de cette organisation et notre détermination à mener des actions qui peuvent véritablement servir les intérêts des communautés et mettre fin au modèle colonialiste des plantations industrielles de palmiers à huile.